

Cadres de Gestion

Réf (232018)
Durée : 2 heures

SYSTEME DE NOTATION :

BONNE REPONSE : + 3 POINTS
MAUVAISE REPONSE : 0 POINT
ABSENCE DE REPONSE : 0 POINT

Concernant les réponses, il peut y avoir pour chaque question posée :

- Une seule réponse correcte,
- Plusieurs ou Toutes les réponses sont correctes,
- Aucune réponse n'est convenable.

Consignes :

- Vérifier votre code d'examen, nom et prénom sur la grille des réponses en annexe ;
- Choisir la ou les bonnes réponses en cochant d'une croix sur la ou les cases correspondante(s) à chaque question sur la grille des réponses en annexe ;
- Le candidat n'a le droit d'avoir qu'une seule et unique grille de réponses ;
- Utilisation de la calculatrice est autorisée.

1. Parmi les propositions suivantes quelle(s) est (sont) les finalités de la comptabilité?
- A- Fiscale, juridique et politique
 - B- Juridique, économique et fiscale
 - C- Economique, fiscale et financière
 - D- Aucune réponse n'est correcte
2. Selon les normes IFRS, quelle est la condition pour que les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie ?
- A- L'application des dispositions normatives comptables doit donner une image financière fidèle de l'entreprise
 - B- Les états financiers ne doivent pas comporter de mensonges et d'omissions, de sur ou de sous-évaluations conduisant à fausser le résultat
 - C- Les informations financières doivent être vérifiées et certifiées par un auditeur externe
 - D- Aucune réponse n'est correcte
3. Dans quel(s) cas une immobilisation incorporelle peut-elle être réévaluée ?
- A- Lorsque la comptabilisation initiale a été faite pour un montant différent du coût
 - B- Sur option, à une valeur fixée par référence à un marché actif
 - C- Au cas où l'immobilisation incorporelle a été enregistrée préalablement en tant que charge
 - D- Aucune réponse n'est correcte
4. Qu'est-ce qu'un instrument financier ?
- A- Un contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs d'une entreprise après déduction de tous ses passifs
 - B- Un contrat qui donne lieu à la fois à un actif financier d'une entreprise et à un passif financier
 - C- Un contrat qui concède de recevoir d'une autre entité de la trésorerie ou un autre actif financier
 - D- Aucune réponse n'est correcte
5. Comment peut-on définir des actifs financiers disponibles à la vente ?
- A- Des actifs financiers détenus à des fins de transaction
 - B- Des placements détenus jusqu'à leur échéance ou prêts et créances émis par l'entité
 - C- Des actifs financiers autres que prêts et créances émis par l'entité
 - D- Aucune réponse n'est correct

6. Quelle(s) définition(s) du coût d'acquisition du stock est (sont) inexacte(s) ?
- A- Prix d'achat, droits d'importation et autres taxes non fiscalement récupérables
 - B- Prix d'achat, frais de transport, de manutention et autres coûts directement imputables à l'acquisition
 - C- Prix d'achat, droit d'importation et autres taxes non fiscalement récupérables sans déduction des réductions commerciales obtenues
 - D- Aucune réponse n'est correcte
7. Parmi les propositions suivantes, laquelle (lesquelles) définit (ent) la juste valeur ?
- A- Un montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre des parties bien informées
 - B- Un coût amorti d'un actif ou d'un passif financier entre des parties bien informées
 - C- Un instrument financier pour lequel il existe un modèle d'évaluation appropriée entre des parties bien informées
 - D- Aucune réponse n'est correcte
8. Dans quel(s) cas, n'est-il pas possible de constituer une provision ?
- A- Couverture de risques industriels particuliers (explosion, pollution, attentats) non couverts par les assurances
 - B- Vérification fiscale en cours et non terminée à la date de clôture
 - C- Engagement contractuel de reprise des invendus à ses distributeurs (2% de retour en moyenne sur période contractuellement définie)
 - D- Aucune réponse n'est correcte
9. Parmi les propositions suivantes, cochez celle(s) qui vous semble(ent) cohérente de la définition de l'intégration proportionnelle ?
- A- Intégration dans les comptes de l'entreprise consolidante des éléments des comptes des entreprises consolidées après retraitement éventuels
 - B- Répartition des capitaux propres et du résultat entre intérêts de l'entreprise consolidante et intérêts des autres actionnaires (intérêts minoritaires)
 - C- Intégration dans les comptes de l'entreprise consolidante de la fraction de ses intérêts dans les comptes de l'entreprise consolidée après retraitement éventuels avec une constatation d'intérêts minoritaires
 - D- Aucune réponse n'est correcte
10. Les comptes du plan comptable appartiennent aux classes suivantes :
- A- 1,2,3,4,5 au bilan et 6,7,8,9,10 au compte de résultat
 - B- 1 au bilan et 2 au compte de résultat (CPC)

C- 1,2,4,5 au bilan et 6,7 au compte de résultat (CPC)
D- Aucune réponse n'est correcte

11. On crédite les comptes d'actif (par exemple la banque ou le matériel) quand :
A- Ils dévaluent
B- Ils diminuent
C- On ne crédite pas les comptes d'actif, on les débite
D- Aucune réponse n'est correcte

12. Un achat de matériel de 10 000 HT+ 1 960 TVA réglé par chèque s'enregistre (MAD):
A- ITMO (D) = 10 000, TVA (D) = 1 960, Chèque (C) = 11 960
B- Achats (Débit) = 10 000, TVA (D) = 1 960, Banque (Crédit) = 11 960
C- Achats (C) = 10 000, TVA (C) = 1 960, Banque (D) = 11 960
D- Aucune réponse n'est correcte

13. Parmi ces propositions, la (les) conséquence(s) de l'application du principe de prudence est (sont) que :
A- Les plus-values réalisées sont comptabilisées
B- Les plus-values probables sont comptabilisées
C- Les moins-values probables ne sont pas comptabilisées
D- Aucune réponse n'est correcte

14. La certification des comptes annuels d'une entité par son/ses commissaires aux comptes repose sur le respect de:
A- La régularité
B- L'image fidèle
C- La sincérité
D- Aucune réponse n'est correcte

15. Parmi ces propositions, lesquelles se rapportent à des impôts locaux
A- La taxe d'habitation
B- La taxe professionnelle
C- La taxe sur le foncier bâti et non bâti
D- Aucune réponse n'est correcte

- 16.** L'assiette d'un impôt est :
- A- Le taux de l'impôt
 - B- Le montant de l'impôt
 - C- Le champ d'application de l'impôt
 - D- Aucune réponse n'est correcte
- 17.** En matière d'IS, les intérêts sur le compte courant d'associés :
- A- Sont déductibles
 - B- Sont déductibles à condition que le compte ne dépasse pas le capital social
 - C- Sont déductibles à condition que le taux pratiqué ne dépasse pas le taux fixé par le Ministère des Finances
 - D- Aucune réponse n'est correcte
- 18.** Soient les informations suivantes : IS dû (2019) = 69000 DH, la somme des acomptes versés au cours de 2019 : 49000 DH, intérêts nets perçus d'un compte bloqué en 2019 = 38000 DH. Le premier montant à verser au cours de l'exercice 2020 est de :
- A- 17250
 - B- 27250
 - C- 37250
 - D- Aucune réponse n'est correcte
- 19.** Ne sont pas déductibles du résultat fiscal :
- A- La provision pour garanties données aux clients
 - B- Les pénalités contractuelles
 - C- Le crédit d'escompte
 - D- Aucune réponse n'est correcte
- 20.** En matière de TVA, l'achat des cadeaux publicitaire est une opération :
- A- Exonérée de la TVA
 - B- Exclue du droit à la déduction
 - C- Ouvrant droit à déduction
 - D- Aucune réponse n'est correcte
- 21.** La régularisation en matière de TVA s'impose dans les cas suivants :
- A- Diminution du prorata de plus de 5 points dans les années suivantes l'année d'acquisition
 - B- Variation du prorata de plus de 5% dans les 5 années suivantes l'année d'acquisition
 - C- Augmentation du prorata de plus de 2% dans les 2 années suivantes l'année d'acquisition
 - D- Aucune réponse n'est correcte

22. Une reprise sur provision pour risques et charges non justifié est :

- A- Une charge déductible
- B- Un produit imposable
- C- Une charge à réintégrer
- D- Aucune réponse n'est correcte

23. Les produits à déduire du résultat comptable pour obtenir le résultat fiscal :

- A- Les bons de liquidations reçues
- B- Les produits financiers des actions
- C- Les revenus des immeubles non liés à l'exploitation
- D- Aucune réponse n'est correcte

24. Les déficits fiscaux en provenance d'amortissement sont :

- A- Reportables sans limite de temps
- B- Non imputables sur les bénéfices fiscaux
- C- Imputables sur les bénéfices fiscaux et reportables à limite de 4 ans
- D- Aucune réponse n'est correcte

25. D'après le CPC de la société NEXANS, le résultat comptable avant impôts : 450000, CA : 3900000; achats de marchandises 98000 reçus de 65%, achats de marchandises de l'exercice antérieur 40000, provision forfaitaire pour créances douteuse 36000 TTC, provision pour propre assureur 27000, prime d'assurance sur la tête de dirigeant au profit de la société 18000, dividende : 19000, valeur nette d'amortissement 7500, intérêts nets d'un compte bloqué 6000, produits de cession d'immobilisations 12700. Dotations comptabilisées au cours de l'exercice précédent 520000, résultat fiscal de l'exercice précédent : -680000. Le résultat comptable rectifié est de :

- A- 491300
 - B- 492300
 - C- 493300
 - D- Aucune réponse n'est correcte
- $$R.F. = 450000 + 98000 \times 35\% + 40000 + 36000 + 27000 + 18000 - 19000 + (6000 \times \frac{0.2}{0.8}) - 520000 - (-680000) = 493300$$

26. Pour le même cas de la société NEXANS, les charges non déductibles sont de :

- A- 105000
 - B- 115000
 - C- 125000
 - D- Aucune réponse n'est correcte
- $$98000 \times 35\% + 40000 + 36000 + 27000 + 18000 = 115300$$

27. Le principe de spécialité défini dans la LOF (Loi Organique relative à la loi de Finances)

- A- Détaille l'affectation ministérielle des crédits
- B- Signifie que les crédits sont spécialisés par titre
- C- Signifie que les crédits sont spécialisés par chapitre
- D- Aucune réponse n'est correcte

- 28.** Les atténuations au principe de séparation des ordonnateurs et des comptables sont :
- A- Les recettes perçues au comptant
 - B- Les régies d'avance
 - C- Les crédits évaluatifs
 - D- Aucune réponse n'est correcte
- 29.** La Cour des comptes ne contrôle pas :
- A- Les comptes des comptables publics
 - B- Les comptes des comptables de fait
 - C- La gestion des ordonnateurs des services de l'Etat
 - D- Aucune réponse n'est correcte
- 30.** Le principe d'universalité signifie que :
- A- Les recettes et les dépenses sont inscrites pour leur montant brut
 - B- L'ensemble des ressources et des charges doivent être portées dans un document unique
 - C- Les règles budgétaires ont été approuvées par l'ONU
 - D- Aucune réponse n'est correcte
- 31.** Les programmes (au niveau de la LOF)
- A- Concourent à une politique publique définie
 - B- Regroupent des crédits destinés à mettre en œuvre une action
 - C- Contiennent des objectifs et des indicateurs de performance
 - D- Aucune réponse n'est correcte
- 32.** Si un économiste estime que le taux de chômage naturel dans un pays est de 5 %, alors qu'il est en fait de 6 %, cet économiste va :
- A- Surestimer le déficit primaire
 - B- Sous-estimer le déficit structurel
 - C- Surestimer le déficit budgétaire
 - D- Aucune réponse n'est correcte
- 33.** À court terme, une hausse des dépenses publiques qui accroît le déficit budgétaire :
- A- Affecte la composition du PIB, mais pas son niveau
 - B- Affecte le niveau du PIB, mais pas sa composition
 - C- Affecte à la fois le niveau et la composition du PIB
 - D- Aucune réponse n'est correcte

34. Un très haut ratio Gearing peut mener à :
- A- La répudiation de la dette
 - B- La restructuration de la dette
 - C- Les deux réponses précédentes
 - D- Aucune réponse n'est correcte
35. La trésorerie nette est positive lorsque :
- A- Le FRNG est inférieur au FR
 - ☒ B- Le FRNG est supérieur au BFR
 - C- Le FRNG est égal au FRF
 - D- Aucune réponse n'est correcte
36. Comment appelle-t-on la période pendant laquelle une obligation rapporte des revenus à son détenteur ?
- A- La période faciale
 - ☒ B- Le rendement à maturité
 - C- La période de détention
 - D- Aucune réponse n'est correcte
37. La structure par terme des taux d'intérêt :
- A- Représente la relation entre l'échéance et le rendement des obligations
 - B- Est appelée courbe des rendements
 - C- Renseigne les rendements des obligations disponibles
 - D- Aucune réponse n'est correcte
38. Si le taux d'intérêt à un an s'élève à 5 % et le taux d'intérêt à un an anticipé à 7 %, le taux d'intérêt (annuel) à deux ans avoisine :
- ☒ A- 6 %
 - B- 8 %
 - C- 7%
 - D- Aucune réponse n'est correcte
- $$\left(\frac{7\% + 5\%}{2} \right)^2$$
39. Pour cette question, on suppose que les marchés financiers sont efficients et que le cours des titres est déterminé par l'arbitrage entre eux. Dans ce cas :
- A- Le taux de rendement des actions va être égal au taux de rendement des obligations
 - B- Les actions vont généralement avoir des rendements plus faibles que les obligations
 - C- Les mouvements dans les cours des actions sont imprévisibles
 - ☒ D- Aucune réponse n'est correcte

40.« Une politique monétaire expansionniste accroît le prix réel des actions »
A- Cette affirmation est toujours erronée
B- Cette affirmation est toujours exacte
C- Cette affirmation est parfois exacte, parfois erronée
D- Aucune réponse n'est correcte

41. Une baisse de la prime de risque entraîne :
A- Une hausse du taux d'intérêt contrôlé par la Banque centrale et une baisse du taux d'intérêt payé par les entreprises
B- Une hausse du taux d'intérêt contrôlé par la Banque centrale et du taux d'intérêt payé par les entreprises
C- Une baisse du taux d'intérêt contrôlé par la Banque centrale et une hausse du taux d'intérêt payé par les entreprises
D- Aucune réponse n'est correcte

42. Le « TED spread » est calculé en faisant la différence entre :
A- Le taux d'intérêt sur les crédits à la consommation et le taux d'intérêt sur les bons du Trésor américain
B- Le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor des pays de la zone euro et le taux d'intérêt sur les bons du Trésor américain
C- Le taux d'intérêt interbancaire et le taux d'intérêt sur les bons du Trésor américain
D- Aucune réponse n'est correcte

43. Réponse à la crise, les pays développés ont dans l'ensemble mené :
A- Une politique budgétaire expansionniste seulement
B- Une politique budgétaire et une politique monétaire expansionnistes
C- Ni une politique monétaire expansionniste, ni une politique budgétaire expansionniste
D- Aucune réponse n'est correcte

44. La Chine se caractérisait au milieu des années 2000 par :
A- Un excédent commercial
B- Un taux d'épargne élevé
C- Un taux d'épargne faible
D- Aucune réponse n'est correcte

45. Quel est le nom réel de la chanteuse Libanaise Fairouz ?
A- Nouhad Wadie Haddad

- B- Jeanette Georges Feghali
- C- Salwa Al Katrib
- D- Aucune réponse n'est correcte